

Parole de scientifique et parole de citoyen ?

« Les scientifiques sont particulièrement exposés dans la crise sanitaire actuelle, où les gouvernements recourent à leur avis pour consolider leurs décisions.

Ainsi convoqués comme experts, également par les médias, ils se trouvent à la fois mis en responsabilité collective, comme c'est le cas des conseils scientifiques mobilisés autour du gouvernement français, et exposés individuellement.

Ils constituent aussi un phare, auquel on peut se référer pour se construire, progressivement, en tant que citoyen, une compréhension de la situation.

Le rôle de la science au sein de la société et vis-à-vis des arbitrages politiques majeurs devant être opérés est ainsi extrêmement actif, dans diverses configurations, et soumis à des pressions multiples.

Quelles questions cette situation pose-t-elle, pendant la crise ? Et que peut-on anticiper comme conséquences à plus long terme pour la relation entre science et politique ? »

Sébastien Treyer IDDRI / Billet de blog, le 2 avril 2020

[\[https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/entre-science-politique-et-societe-la-crise-fait-bouger\]](https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/entre-science-politique-et-societe-la-crise-fait-bouger)

La question posée nous interpelle : que peut-on anticiper comme conséquences à plus long terme pour la relation entre des sciences, avec chacune son éclairage singulier, et des choix politiques, avec chacun leurs objectifs idéologiques ?

D'où la mise en garde de Sébastien Treyer :

« ... les relations entre sciences, politiques et sociétés se construisent aussi dans les interstices et les interactions individuelles, et cela supposera une attention permanente de chacun de ces acteurs. »

Et la place qu'il donne aux citoyens, y compris dans les processus de recherches scientifiques :

« ...il sera essentiel que l'expertise d'usage des citoyens, tous directement concernés par cette crise, même au-delà des malades, retrouve également une place, notamment pour anticiper et évaluer l'impact des mesures de gestion de crise sur nos vies, également pour ne pas (re)donner l'image d'une expertise déconnectée de la société. »

Sébastien Treyer propose un exemple :

« La première question est très bien illustrée par la posture de l'expertise médicale telle qu'elle est mobilisée par les pouvoirs publics, dans un rôle classique de conseil du décideur politique (cf. conseil scientifique autour du Président de la République française... Ne manquez pas de consulter ces documents, très éclairants !!!). Rassurante par sa collégialité [en principe], gage d'un pluralisme indispensable pour la qualité de l'expertise [en principe], et indépendante de la décision politique et de sa responsabilité finale [en principe], cette figure qui permet de consolider une autorité nécessaire pour avancer en temps de crise interfère cependant inévitablement avec deux autres enjeux.*

D'abord, le processus dynamique de la science au travail, en train de se faire, avec toutes les difficultés de données imparfaites et dont le recueil lui-même est évolutif, et les tensions entre démarche empirique sans dispositif expérimental optimal et nécessité d'une validation scientifique (cf. activités du Pr Raoult sur la chloroquine). Ensuite, les risques qu'il y a, dans le feu de la gestion d'une crise extrêmement rapide, à exclure les profanes, les usagers des services de santé, les malades, et les citoyens, de la construction de l'expertise scientifique elle-même...

L'écologie scientifique a néanmoins toute sa place, aux côtés de la virologie, de la microbiologie, de l'épidémiologie, de la géographie et d'autres disciplines dans les travaux scientifiques menées par des équipes pluridisciplinaires et publiées dans les revues les plus réputées. Elle avait très bien documenté des liens de causalité entre dynamiques écologiques et risques de pandémies.

L'écologie scientifique en lien avec la médecine a développé le concept de "santé planétaire" (One Health) pour unifier les enjeux de santé des écosystèmes, de santé vétérinaire et de santé humaine...

Beaucoup appellent à construire ou mandater des institutions d'expertise scientifique pour définir explicitement ces interfaces et s'assurer que leur mandat est porteur d'une réponse stratégique à chacune des questions soulevées ici. C'est effectivement essentiel, comme on le voit avec le GIEC ou l'IPBES.

Les relations entre sciences, politiques et sociétés se construisent aussi dans les interstices et les interactions individuelles, et cela supposera une attention permanente de chacun de ces acteurs. » (déjà cité)

Revenons à cette autre idée, énoncée mais peu développée par Sébastien Treyer :

« Le rôle de la science au sein de la société, et vis-à-vis des arbitrages politiques majeurs devant être opérés, est ainsi extrêmement actif dans diverses configurations, et soumis à des pressions multiples. »

Que se passe-t'il quand un ou une scientifique souhaite, ou est amené(e), à prendre la parole "en tant que citoyen(ne)" ?

Familier(e) de la rigueur de la communication scientifique entre pairs, par crainte d'indisposer son auditoire, il ou elle choisira souvent de "raconter", plutôt que "démontrer", "argumenter".

Pourquoi pas ?

Mais, il est des précisions nécessaires qui peuvent ou doivent être fournies par "le conteur", s'il se l'autorise, ou tout simplement s'il est conscient de cette nécessité.

Le domaine des sciences n'a rien de commun avec celui des croyances, et pas plus avec celui de la magie.

Les sciences rendent compte des faits et phénomènes qu'elles étudient, des facteurs qui sont nécessaires ou au contraire qui empêchent que tel phénomène se produise. Mais, elle en rend compte "hic et nunc". Ce phénomène qui se produit, ici et maintenant, se produira-t'il ailleurs et à un autre moment ?

Ainsi, toute conclusion d'une recherche scientifique se termine par une ou des questions qui appelle(nt) à poursuivre la recherche ou en débiter une autre...

C'est une première observation, mais elle n'est pas la seule.

Confronté à des "pressions" socioculturelles ou politiques, comment le scientifique, censé être porteur de "vérité", pourra-t'il ou saura-t'il conserver l'humilité du chercheur et le doute nécessaire à tout énoncé scientifique ?

Sa parole prend alors un poids politique...

De plus, "les politiques" n'hésitent pas à s'emparer des énoncés ou des expertises "scientifiques" afin de servir leurs options "idéologiques"...

Les discours factuellement fondés et discutés deviennent autant de pseudo-vérités !

En fait, ce qui est à interroger, c'est à la fois l'image que l'on a des savoirs scientifiques, et le rôle que l'on accorde, ou que l'on cherche à faire jouer, à la personne auréolée de cette image.

Est-ce bien ce rôle qui est souhaitable pour la collectivité, pour la société ?

Dès lors qu'un "scientifique" sort de son univers méthodologique de recherche, sa parole change de statut et de fonction, voire de sens, en tous cas de poids sociétal...

Par exemple, pour la pandémie du Covid19, le gouvernement a mis en place, près de lui, un "conseil scientifique" dont les avis (*peu ou pas explicitement argumentés scientifiquement*) ont été rendus publics. [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis_conseil_scientifique_16_mars_2020.pdf]

Pourtant, il existe une instance démocratique, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) dont la fonction est [*en principe**] d'alimenter la réflexion sur les grandes questions sociétales en documentant, articulant et discutant scientifiquement, ces trois problématiques rassemblées.

Or, en ce temps propice à une mobilisation citoyenne, même les chambres parlementaires ont été écartées de la décision politique, au motif de l'urgence sanitaire ! A cet effet, une loi dite "d'urgence" a été votée, au simple scrutin majoritaire et séparément par les deux chambres...

Quel contrôle, quelle appréhension citoyenne sont-ils possibles ? Sont-ils effectifs ?

Alors même que les médias diffusent toutes sortes d'informations... Et organisent polémiques et controverses souvent éloignées des enjeux identifiés par les sciences médicales et sociétales... Que d'espaces ouverts aux glissements idéologiques ! Et nombreuses sont les personnes ou les institutions qui s'en saisissent, en lieu et place d'une véritable expression citoyenne !

Le Collectif Malgré Tout <cmri@free.fr> nous interpelle via son **Petit manifeste par des temps de pandémie, dont voici quelques extraits.**

[\[http://esperanza21.org/sites/default/files/Covid19_manifeste%20%28CMRI%204avril2020%29.pdf\]](http://esperanza21.org/sites/default/files/Covid19_manifeste%20%28CMRI%204avril2020%29.pdf)

« Nous assistons aujourd’hui à un événement historique et inédit : pour la première fois, l’humanité entière produit une image de la menace. Cette image ne se réduit pas à une connaissance scientifique des faits qui ont conduit à l’apparition et la diffusion du virus. Ce qui est profondément en jeu est l’émergence d’une expérience partagée de la fragilité des systèmes écologiques qui étaient jusqu’ici niée et écrasée par les intérêts macro-économiques du néolibéralisme (pourtant nullement novateur...)

Nous vivons tous à l’ombre d’une menace majeure et généralisée : celle d’un dérèglement écologique global dont les effets toujours plus massifs (réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution de l’air et des océans, épuisement des ressources naturelles...) touchent déjà l’ensemble du vivant et des sociétés humaines.

...Et pourtant, nous ne parvenons pas à en produire une connaissance par les causes, la seule capable de former une image concrète du danger qui déclenche l’agir...

Quotidiennement, nous recevons des nouvelles du désastre mais l’information, loin de provoquer l’acte, conduit à l’impuissance et au pâti :

Qui dès lors agit vraiment dans ce contexte ? Il s’agit, selon nous, de ceux qui participent à la recherche des causes : victimes, scientifiques, lanceurs d’alerte... Autrement dit, ceux qui sont engagés dans un agir propre à faire émerger une représentation claire de l’objet.

Face à des menaces conscientes mais vécues comme des abstractions, nous restons paralysés par l’angoisse. À l’inverse, en présence d’une cause identifiée, c’est bien la peur que nous ressentons. Et la peur, contrairement à l’angoisse sans objet, pousse à l’agir.

Comme l’écrivait Proust, « les faits ne pénètrent jamais le monde où vivent nos croyances ». Il n’existe pas de faits « neutres » qui expriment une signification en soi.

Tout fait n’existe que dans un ensemble interprétatif qui lui donne son sens et sa validité.

La science traite des faits tout en construisant dans le même temps son propre récit interprétatif.

Contrairement à ce que prétend le scientisme, l’activité scientifique ne consiste pas à produire de simples agrégats de faits nus. Le récit à travers lequel la science ordonne les faits émerge d’une interaction avec les autres dimensions que sont, entre autres, l’art, les luttes sociales, l’imaginaire affectif et plus globalement l’expérience vécue. Autant de dimensions qui participent à la production du sens commun.

... Le rôle de la pensée structurée n’est certainement pas d’ordonner et discipliner le sens commun, mais plutôt d’ajouter des dimensions de signification qui peuvent ensuite devenir majoritaires et hégémoniques.

C’est pourquoi tout projet émancipateur, loin de représenter le dévoilement d’une scène cachée de vérité, est toujours une création libre d’une subjectivité nouvelle.

Il ne s’agit donc pas de penser au jour d’après en vivant le présent comme une simple parenthèse.

Notre vie se déroule aujourd’hui. C’est pourquoi ce petit manifeste est un appel à celles et ceux qui souhaitent imaginer, penser et agir dans et pour notre présent. »

Nous, citoyens savons par expérience du quotidien ou professionnelle, que la précipitation est l’ennemie de l’urgence. Mauvaise conseillère, elle relève de l’émotion et donc ne permet pas d’écouter et d’évaluer les divers possibles.

Certes, il faut faire vite, mais pas au prix d’éliminer d’emblée toute réflexion diversifiée !

Nous, citoyens avons besoin d’une parole scientifiquement argumentée, d’instances de délibération, de contrôle de la mise en œuvre et d’évaluation des résultats, instances auxquelles nous entendons participer.